FICHIER CLIENT

Life Experts bv
Mezenstraat 4,
3945 Tessenderlo-Ham
BE 0627.926.530
RPR Anvers, département Hasselt

Courtier d'assurances inscrit au registre de la FSMA sous le numéro d'enregistrement 0627.926.530. Le registre est disponible via

http://www.fsma.be/nl/verzekeringstussenpersoon (cliquez sur « Listes » et « S'inscrire... »)



Compte bancaire: BE96 6528	141 8805			
Coordonnées du client				
Nom		Prénom		
Adresse		N° / bus		
Code postal		Municipalité		
Mobile/Tél		Situation de famille		
Adresse e-mail			•	
Lieu et date de naissance		N° de carte d'identité		
N° de registre national		Carte d'identité valable jusqu'au		
PPP (*)	□ oui □ non	IBAN privé		
Numéro d'entreprise		IBAN de l'entreprise		
Nom de l'entité juridique				
Profession		Vous connaissez notre bureau à		
(*) 000		travers es de sa famille ou ses proches associés. Plus d'info à	L	
ces données peuvent également ê ne souhaitez pas que vos données mail à info@lifeexperts.be. Lors de données sensibles et/ou des donnvotre consentement exprès à notrous de la gestion de la personne/le de la personne/le de la personne/le de la personne/le	tre traitées par notre bureau à de soient utilisées à des fins de marle l'intermédiation pour une assuraées criminelles vous concernant. À e bureau en cochant les cases suivement de données de santé et/ou d'un (ou plusieurs) contrat(s) d'asment de données pénales dans le ssurance. Tert de mon(s) contrat(s) d'assurar pureau mentionné ci-dessus à la s	u de données sensibles dans le cadre de la médiati ssurance. cadre de la médiation pour la conclusion et la gestio nce ou de mes données personnelles à : ection « Vous connaissez notre bureau par l'intermé	gitime à faire des affaires. Si vous tte case ou en envoyant un e- des données médicales et/ou des lre d'une médiation, vous donnez ion pour la on d'un (ou	
sur le traitement de vos données p Vous disposez à tout moment d'ur traitement et la protection des de (www.gegevensbeschermingsauto COMMUNICATION PAR L'INTERM Nous communiquons avec vous er sur papier ou sur un support électronique	ersonnelles dans notre document d droit d'accès et de rectification de ennées peuvent être obtenues au riteit.be – e-mail : contact@apd-g ÉDIAIRE DE NOTRE BUREAU néerlandais. Vous avez la possibil e (y compris le www.lifeexperts.be	lité d'obtenir des informations e du site web et un dossier de politique numérique).	cypolicy.pdf. rmations complémentaires sur le 00 Bruxelles, rue de la Presse 35 Notre bureau communique avec	
vous autant que possible par des	moyens électroniques, que vous	avez indiqué préférer. En signant ce document, vol essus. Vous vous engagez à nous informer de toute	us acc	

Offices Life Experts by				
Arne Mortier	Sandra Verspreet	<u>Jurgen Tuttens</u>	<u>Janik Moors</u>	
Mezenstraat 4	Itegemse Steenweg 123	Vlietmanstraat 48	Sellestraat 45	
3945 Tessenderlo-Ham	2270 Herenthout	8870 Izegem	3990 Peer	
0495 27 34 26	0475 97 88 24	0498 08 69 13	0475 85 77 06	
arne@lifeexperts.be	sandra@lifeexperts.be	jurgen@lifeexperts.be	janik@lifeexperts.be	
www.lifeexperts.be	www.lifeexperts.be	www.lifeexperts.be	www.lifeexperts.be	

compris de l'adresse e-mail. Si vous souhaitez tout de même obtenir les informations sur papier par la suite, notre bureau vous les fournira à la première

demande.

Admission à l'inspection

ince sulvantes a consulter son dossier cheft pour les
Adresse e-mail conseiller confidentiel
des conditions générales de notre bureau telles que
Signature du client pour approbation

Généralités

Nos services Notre bureau offre des services d'intermédiation en assurance, c'est-à-dire les activités qui consistent à conseiller en matière de contrats d'assurance, à offrir, à proposer, à effectuer des travaux préparatoires à la conclusion de contrats d'assurance ou à la conclusion de contrats d'assurance, ou à assister à la gestion et à l'exécution de ceux-ci, notamment en cas de sinistre. Dans le cadre de nos services, notre bureau vous fournira divers documents. Il vous appartient de lire attentivement ces documents. Notre bureau est à votre disposition pour tout renseignement, commentaire et/ou toute anomalie. Dans tous les cas, notre bureau vous demande de toujours vérifier vous-même tous les documents et de déterminer s'ils ont été établis conformément à vos souhaits et à vos besoins.

En principe, nous recevons une commission de la compagnie d'assurance, qui fait partie de la prime que vous payez en tant que client. Dans le cas contraire, nous recevons une commission de votre part en tant que client pour nos services de médiation en assurance. Cela peut être le cas, par exemple et non exclusivement, de : (1) argumentation auprès de l'administration fiscale, (2) conseil fiscal et successoral approfondi, (3) conseil sur les contrats non contributifs, (4) conseil sur les contrats qui ne sont pas gérés par des Experts Vie et (5) conseil sur les dossiers d'Avantages du Personnel. Le cas échéant, cela fera partie d'un accord distinct. Veuillez consulter notre site Web pour plus d'informations.

Code de conduite: Notre bureau est tenu de respecter le « Code de conduite AssurMiFID », tel que stipulé dans la loi du 30 juillet 2013 relative à la protection des acquéreurs de produits et services financiers, ainsi que les compétences de la FSMA et diverses dispositions, ainsi que l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux règles d'application des articles 27 à 28bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance des produits financiers. secteur et services financiers sur le secteur des assurances et l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux règles de conduite et aux règles de gestion des conflits d'intérêts adoptés par la loi, en ce qui concerne le secteur des assurances. De plus amples informations sur la manière dont notre bureau met en œuvre ces règles de conduite (y compris une politique en matière de conflits d'intérêts et, le cas échéant, la nature, la fréquence et le moment des signalements) sont disponibles sur notre site Web.

Catégorisation des clients: Afin de vous offrir un service client optimal, notre bureau a décidé de catégoriser tous ses clients comme des clients non professionnels. Vous avez été informé de la possibilité de demander à être qualifié de client professionnel pour autant que vous remplissiez les conditions énoncées à l'annexe de l'arrêté royal du 19 décembre 2017 fixant les modalités de transposition de la directive sur les marchés d'instruments financiers, visée à l'article 20 de l'arrêté royal du 18 juin 2019 mettant en œuvre l'article 5, 19°/1, 264, 266, 268 et 273 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances. La catégorisation en tant que client professionnel peut impliquer un niveau de protection inférieur. Si vous souhaitez être classé comme client professionnel, veuillez contacter notre bureau.

Fourniture d'informations via le site web de notre bureau: Conformément aux dispositions légales, notre bureau utilise son site web dans un certain nombre de cas pour certaines informations générales fournies à ses clients. Notre bureau suppose que la fourniture d'informations sous cette forme est appropriée dans le contexte dans lequel nous faisons ou ferons affaire avec nos clients, s'il est prouvé que vous, en tant que client, avez un accès régulier à Internet. Le fait que vous, en tant que client, fournissiez une adresse e-mail pour faire affaire avec notre bureau constitue une preuve légale que vous, en tant que client, avez un accès régulier à Internet.

Mise à disposition correcte et complète d'informations: Pour nos services, notre bureau dépend des informations que vous nous fournissez. C'est pourquoi il est important que vous, en tant que client, fournissiez à notre bureau des informations correctes et complètes au début et pendant la durée de nos services. Si vous fournissez à notre bureau des informations incorrectes ou incomplètes et que nous ne sommes pas en mesure de déterminer que ces informations sont incorrectes ou incomplètes, notre bureau ne peut être tenu responsable des conséquences de cela.

Confidentialité des données Chaque partie, à la fois notre bureau et vous en tant que client, ne divulguera à des tiers aucune information confidentielle dont elle dispose dans le cadre de cette relation, à l'exception des informations qui doivent être communiquées à des tiers pour la bonne exécution du contrat (par exemple, la compagnie d'assurance ou de ré)assurance, l'expert, etc.) et les exceptions légales.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et en application de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, Vous vous engagez à répondre aux questions que notre bureau est tenu de poser à cet égard et à fournir au bureau les documents demandés à la première demande.

Solvabilité des compagnies d'assurance : Dans le cadre de leurs activités de distribution d'assurances, notre bureau n'est pas responsable de la solvabilité des compagnies d'assurance.

Exclusion de responsabilité non contractuelle Dans la mesure permise par le droit applicable, toute action en responsabilité à l'encontre de notre entreprise ne peut être intentée que sur la base de la responsabilité contractuelle. Aucune action en responsabilité extracontractuelle ne peut être formulée à l'encontre de notre bureau ou de ses auxiliaires (administrateurs, employés, sous-agents, etc.) en raison d'une faute, autre qu'une négligence grave, même si le dommage résulte d'un acte également qualifié d'illicite.

Notre bureau met tout en œuvre pour vous fournir le meilleur service possible. Vous pouvez toujours contacter notre bureau pour vos questions et problèmes. Conformément aux politiques et procédures internes, notre bureau a élaboré un règlement concernant la gestion des réclamations des clients. Le présent règlement a pour objet d'instruire de manière experte et honnête les plaintes relatives à un contrat d'assurance, à un contrat de crédit ou à un service fourni dans le cadre de nos activités. Toute réclamation détaillée peut être envoyée par courriel ou par la poste. Notre bureau s'engage à y répondre. Si vous avez une réclamation concernant nos services que nous ne pouvons pas résoudre d'un commun accord, vous pouvez toujours contacter les services chargés de la médiation dans les litiges en matière d'assurance et de crédit au profit du consommateur :

Médiateur des Assurances: Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles, tél. 02/547.58.71, fax 02/547.59.75 – info@ombudsman-insurance.be
 www.ombudsman-insurance.be

Droit applicable : Les présentes conditions générales sont régies et interprétées conformément au droit belge.

Life Experts bv

Mezenstraat 4 3945 Tessenderlo-Ham BE 0627.926.530 RPR Antwerpen, afdeling Hasselt IBAN BE96 6528 4141 8805



Définition d'une « personne politiquement exposée » :

Il s'agit d'une personne physique qui occupe ou a exercé une fonction publique de premier plan en Belgique et à l'étranger, et notamment :

- 1. Chefs d'État ou de gouvernement, ministres et secrétaires d'État :
 - a) le Roi;
 - b) le Premier ministre, le Premier ministre, les vice-premiers ministres,
- 2. Membres du Parlement ou membres d'organes législatifs similaires :
 - a) le Président de la Chambre des représentants, le Président du Sénat, le Président du Parlement, les parlementaires, les sénateurs, les sénateurs cooptés, les présidents de commissions et les membres de commissions ;
- 3. Membres des organes directeurs des partis politiques :
 - a) les membres de l'exécutif du parti, du conseil politique, du conseil du parti, du comité exécutif, du comité exécutif et du secrétariat du parti .
- 4. Les membres des cours suprêmes, constitutionnelles ou d'autres juridictions de grande instance, y compris les tribunaux administratifs, qui rendent des jugements sans appel, sauf dans des circonstances exceptionnelles :
 - a) Juge à la Cour de cassation (composé du premier président, du président et des présidents de section);
 - b) Juge à la Cour d'appel (y compris le Premier Président et les Présidents de chambre) ;
 - c) Juge au tribunal du travail (y compris le premier président et les présidents de chambre) ;
 - d) les juges suppléants de ces trois tribunaux ;
 - e) le premier président, les présidents, les présidents de la Chambre des représentants, les conseillers d'État, les assesseurs et les auditeurs au Conseil d'État ;
- 5. Membres des institutions supérieures de contrôle ou des conseils des banques centrales :
 - a) le Gouverneur et les membres du Conseil d'administration et du Conseil de régence de la Banque nationale de Belgique ;
 - b) le premier président, les présidents et les juges à la Cour des comptes ;
- 6. Ambassadeurs, consuls, chargés d'affaires et officiers supérieurs des forces armées :
 - a) les ambassadeurs, consuls et chargés d'affaires ;
 - b) les officiers du grade de général ou d'amiral désignés par le Roi pour une fonction déterminée ;
 - c) les officiers du grade de lieutenant général ou de vice-amiral nommés à leur charge, selon le cas, par le Roi ou le ministre de la Défense ;
 - d) les officiers ayant le grade de général de division ou d'amiral de division qui ont été nommés à leurs fonctions, selon le cas, par le Roi ou le ministre de la Défense ;
 - e) les officiers ayant le grade de général de brigade ou d'amiral de flottille désignés par le Roi pour une fonction spécifique ;
- 7. Membres de l'organe d'administration, de surveillance ou d'administration des entreprises publiques :
 - a) le Directeur Général, le Directeur Général ou Président-Directeur Général, le Président, les Administrateurs et les membres du Conseil d'Administration, le Président et les membres du Comité de Direction et du Comité Exécutif, les Commissaires du Gouvernement ;
 - b) directeurs, directeurs adjoints et membres du conseil d'administration ou titulaires d'une fonction équivalente dans une organisation internationale établie sur le territoire belge.

Définition d'un « membre de la famille d'une personne politiquement exposée » :

Il s'agit de :

- a) le conjoint ou une personne considérée comme une personne égale ;
- b) les enfants et les conjoints de ces enfants ou une personne considérée comme une personne égale ;
- c) les parents.

Définition de « personnes connues comme étant des personnes étroitement associées à une personne politiquement vulnérable » :

Il s'agit de :

- a) les personnes physiques qui sont les bénéficiaires effectifs d'une société avec une personne politiquement exposée (+), ou dont on sait qu'elles entretiennent d'autres relations d'affaires étroites avec une personne politiquement exposée ;
- b) les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une société dont on sait qu'elle a été établie au profit d'une personne politiquement exposée. On entend par société une entité ou une construction telle que NV, BV, (E)BVBA, CVOA, CVBA, Comm.V., Comm. VA, ESV, EEIG, SE, SCE, VOF, LV, Partnership, Temporary Commercial Company, Silent Trading Company, les associations de fait, les fondations, les associations à but non lucratif, à l'exception de toute autre structure juridique sans personnalité juridique telle qu'un trust, un fiduciaire, etc.